

France/Palestine/Israël  
**4 questions-clés  
pour les candidats**

4<sup>e</sup> Circonscription du Finistère (29)

Pays de Morlaix

Réponses de Patricia Blossse candidate de Lutte Ouvrière (LO)

### Questions posées aux candidats

1) **Défendez-vous la liberté d'expression pour les citoyens et associations solidaires du peuple palestinien, notamment le droit d'appeler au BDS (Boycott-Désinvestissement-Sanctions) et de le pratiquer ?** A Lutte ouvrière, nous défendons la liberté d'expression et la liberté de militer contre l'oppression. Bien que n'étant pas convaincue de l'efficacité du BDS puisque celui-ci devrait être pratiqué par un pays capitaliste, la France, peu enclin à nuire à de bonnes ententes commerciales avec un autre, Israël, je peux soutenir les initiatives visant à dénoncer et combattre la politique du gouvernement Israélien à l'encontre des Palestiniens.

2) **Combattrez-vous toute complicité de la France (Etat et entreprises) avec la colonisation israélienne du Territoire palestinien occupé ?** Nous combattons le capitalisme où qu'il se trouve et les entreprises que vous citez ne s'embarassent évidemment pas de scrupules quant aux velléités colonisatrices d'Israël. Ce n'est pas à l'échelle du parlement français que cela peut se régler. Cependant, je peux également soutenir des initiatives dans ce sens.

3) **Demanderez-vous au gouvernement d'exercer les pressions nécessaires pour obtenir la levée du blocus de Gaza ?** oui car c'est une mesure urgente à prendre.

4) **Demanderez-vous au gouvernement l'application des résolutions votées en 2014 par l'Assemblée nationale et le Sénat sur la reconnaissance de l'Etat palestinien ?** A Lutte ouvrière, nous pensons que cet État palestinien d'un peu plus de deux millions et demi d'habitants ne serait qu'un immense bidonville, réservoir de main-d'oeuvre pour l'économie israélienne, ce qui permettrait à Israël de maintenir son emprise sur ces territoires qui auraient juste changé de statut. Cela pourrait satisfaire une minorité de dirigeants qui en tireraient bénéfice, mais pas la grande masse des Palestiniens qui continuerait de connaître la même misère. La création d'un État palestinien tel qu'il est envisagé ne changerait vraiment rien au sort de la grande majorité des Palestiniens. À défaut d'un État binational avec les mêmes droits pour les deux peuples, l'aspiration à un État national est aussi légitime pour le peuple palestinien qu'elle l'a été pour les Juifs chassés d'Europe par la pourriture du système capitaliste d'Occident. C'est pourquoi je ne compte pas interpeller le président mais je serai de ceux qui se positionneront pour la reconnaissance officielle et effective de l'Etat de Palestine.